Oublier, c'est trahir — Se souvenir, c'est servir

69e Année. – N° 10. — Le numéro : 15 centimes — JEUDI 10 JANVIER 1924.

Source Willems
EAU DE TABLE EXQUISE
Demander tous renseignements à Henry DUBOCQUET Châlet du Robinet par BAISIEUX (Nord)

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS { Nord et limitrophes..... 3 mois, 12.00 ; 6 mois, 23.00 ; 1 an, 45.00 / France et Belgique..... » 13.00 ; » 25.00 ; » 48.00 / Union postale..... » 22.00 ; » 43.00 ; » 82.00

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS { ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1908. Inter, 1190. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 67 Lille.

Source Willems
EAU DE TABLE EXQUISE
Demander tous renseignements à Henry DUBOCQUET Châlet du Robinet par BAISIEUX (Nord)

VOIR, A LA 5e PAGE, notre Chronique « la Page de Madame »

Le général Laperrine[1]

Parmi les hommes de valeur supérieure qui sont sortis en si grand nombre du rang de nos officiers d'Afrique, l'un des plus remarquables est le général Laperrine. Sa mission spéciale fut de conquérir le Sahara, le désert réputé inaccessible, le pays du mystère, l'Océan illimité de sables mouvants, sur lequel il importait au premier chef de mettre la main pour assurer l'avenir de notre empire colonial. Situé comme un barrage infranchissable entre l'Algérie, le Maroc, la Tunisie d'une part, et de l'autre nos possessions du Niger et de la Guinée, il paraissait s'opposer d'une façon absolue à ce que les différentes provinces soumises à notre domination se fondissent en une magnifique unité, condition et but suprême de sa prospérité future.

Jusque vers 1900, aucun effort délibéré, raisonné et sérieux n'avait été tenté pour pénétrer ce mystérieux hinterland. La méthode était dans l'enfance même de l'art. Cavaliers et fantassins opéraient isolément, parfois, au hasard des raids hostiles qu'il fallait réprimer. L'excursion française terminée, nos troupes se repliaient sur leur base d'opération : un coup de force était ajouté aux coups précédents, et c'était tout le résultat de l'effort déployé presque en pure perte.

Laperrine eut la double intuition et de la fausseté du système et de la méthode nouvelle qu'il importait d'y substituer. Combiner les efforts de la cavalerie et de l'infanterie; organiser solidement le corps des méharistes en faisant appel aux indigènes; pénétrer lentement dans le désert, par étapes successives et définitives; y échelonner sur notre passage des forts munis de garnisons qui, à la fois, marqueraient notre prise de possession et seraient autant de centres de rayonnement; d'oasis en oasis s'avancer jusques à la boucle du Niger et de la tendre la main à nos frères de France, soit colons, soit soldats : telle fut, en quelques lignes, la tâche que se proposa le général et qu'il réalisa.

Pour bien mesurer l'étendue de son effort, il faudrait se représenter, mieux que nous ne pouvons, les deux données fondamentales sur lesquelles il s'étaie : la connaissance géographique du désert, la psychologie de l'indigène. La première est peut-être à la portée de tout le monde. Mais la seconde est un don exceptionnel. C'est celui par où excella Laperrine. Il comprit très bien que la force n'est qu'un moyen d'action précaire et limité. Il vit qu'à ces gens restés primitifs il fallait témoigner de la confiance; sans doute punir sans pitié la ruse et la cruauté, mais une fois le châtiment infligé, être humain, clément, accueillant et bon. C'est cette grande vertu de confiance qu'il pratiqua. Aussi en quelques années ils acquit sur les chefs Touaregs et autres, un ascendant qui ne fut égalé que par le charme qu'exerça sur eux son ami intime, Ch. de Foucauld, dont René Bazin nous a conté le merveilleux héroïsme.

L'autorité de Laperrine maintint ou rétablit dans le devoir, pendant les terribles années de guerre, les tribus nomades qui avaient accepté l'aman. Les incursions des Senoussis, tourmentées par les Turcs et les Allemands, eurent pour effet l'assassinat à jamais regrettable du P. de Foucauld. Mais Laperrine eut bientôt fait de restaurer l'ordre, et un avenir splendide semblait s'ouvrir devant lui.

Pour achever la conquête pacifique du Sahara, il avait résolu l'emploi de l'aviation, problème formidable dont il vint à bout, aidé par de courageux auxiliaires. Une piste fut tracée au prix de mille obstacles, jusqu'au Sud du Hoggar, et suivie jusqu'au bout par nos intrépides explorateurs. Restait à fournir la dernière course, celle qui les séparait du Niger. C'est là que le général périt. Son aviateur perdit la bonne orientation, et faute d'essence, il dut atterrir. Blessé mortellement dans la descente, privé de tout secours, le grand Saharien succomba à l'heure même où il touchait le port : perte immense pour notre Afrique et pour la France!

Il faut lire cette histoire, captivante comme un drame, telle que la conte MM. T. Germain et Stéphane Faye. Quand on l'a terminée, on se sent une admiration sans bornes pour le héros dont la vie et la mort n'ont été qu'un long sacrifice à la mère-patrie. Puisse Dieu susciter en grand nombre des hommes de cette trempe et de cette intelligence!

L...

(1) Edition Plon, in-12, 1923.

L'ARMÉE DE DEMAIN

Un projet de loi sur l'organisation des cadres de réserve

Paris, 9 janvier. — Le ministre de la Guerre et des Pensions vient de déposer sur le bureau de la Chambre des députés le projet de loi sur l'organisation des cadres de réserve.

Le texte du projet vise à créer une organisation nouvelle basée sur les enseignements de la dernière guerre et sur les besoins de l'armée mobilisée.

Après avoir nettement établi la distinction entre les officiers de réserve conquérant leur grade progressivement et les assimilés spéciaux qui, employés en cas de mobilisation dans leurs fonctions du temps de paix ou dans des fonctions analogues, ne doivent leur grade qu'à leur situation dans la vie civile, le projet de loi établit successivement le statut de chacune de ces catégories.

LA CONSTITUTION DU BUREAU DU SÉNAT

Les candidats de la gauche démocratique

Paris, 9 janvier. — La gauche démocratique a désigné ses candidats au bureau définitif du Sénat: président, M. Gaston Doumergue; vice-présidents, MM. Bienvenu-Martin, vice-président sortant, et René Renoult, en remplacement de M. Gustave Rivet, non réélu sénateur; questeurs, M. Vieu, questeur sortant et M. Loubet, en remplacement de M. Ragain, arrivé au terme de son mandat.

BILLET PARISIEN

France & Tchéco-Slovaquie

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 9 janvier. (Minuit).

Une importante conférence, réunissant tous les membres de la Petite Entente, s'est ouverte, aujourd'hui, à Belgrade. Dans les milieux officiels, on attache le plus grand intérêt à cet événement qui, venant après la convention franco-tchéco-slovaque, va mettre en pleine lumière le caractère pacifique des rapports existant entre la France et les petits pays de l'Europe centrale. Il importe, en effet, que l'opinion internationale sache au plus tôt que l'influence française ne s'est jamais employée chez ses fidèles alliés qu'au profit de la paix mondiale.

Car, toute une campagne de calomnies et d'insinuations se poursuit dans la presse de certains pays, au nombre desquels, hélas! figurent des nations alliées. Parmi les mensonges, forgés par cette presse, il en est un qui est souvent reproduit, à savoir que la convention au bas de laquelle France et Tchéco-Slovaquie apposeront, la semaine prochaine, leur signature, est destinée à soustraire définitivement le Continent à l'influence britannique.

D'autres répandent le bruit que ce traité est une machine diplomatique dressée contre l'Italie; d'autres encore, en font une menace pour la Pologne. Il serait trop long — et d'ailleurs trop fastidieux — d'énumérer toutes les sottises qui se disent et s'impriment à ce sujet. La vérité, comme il arrive presque toujours, est plus plausible et moins romanesque.

Des traités garantissent l'ordre nouveau tel qu'il est sorti de la guerre. Quoi de plus naturel qu'une convention, passée entre Alliés, pour renforcer, par des engagements réciproques, cet ordre européen, au maintien duquel le monde entier est intéressé? Loin d'être un instrument belliqueux et une menace pour la paix, le traité franco-tchéco-slovaque est une garantie de la paix. Cela est si vrai que le plus grand désir des deux pays signataires est de le voir s'étendre à d'autres nations qui, ayant compris son caractère pacifique, voudront collaborer à l'œuvre de bonne entente qu'il consacre. Ce faisant, ces nations n'adopteraient-elles pas, après tout, une excellente formule de « reconstruction » de l'Europe?

Au demeurant, il est particulièrement grotesque d'accuser les Tchéco-Slovaques de vouloir embarrasser l'Angleterre, quand toute leur politique extérieure tend, au contraire, à resserrer les liens qui unissent l'Angleterre à la France.

M. Benès, chef du gouvernement tchéco-slovaque, qui se rendra à Londres dans le courant du mois, voudrait avoir l'occasion de démontrer aux Anglais la pureté et la noblesse de ses intentions.

R...

LE MAUVAIS TEMPS

Un raz de marée balaye la côte de l'Atlantique.

Bordeaux, 9 janvier. — Succédant à une violente tempête déchaînée cette nuit, un raz de marée a balayé plusieurs points des côtes, notamment aux Sables-d'Olonne, à Biarritz et à Bayonne. De nombreux bateaux ont été brisés ou ont eu leurs amarres rompues et sont partis à la dérive.

Aux Sables-d'Olonne, une grande partie du remblai a cédé sous la violence de la tempête et l'eau a pénétré dans les villas situées en bordure du remblai.

A Biarritz, la mer et le sable ont envahi le rez-de-chaussée de plusieurs établissements. Les parapets de la digue ont été transportés à plusieurs centaines de mètres.

Sur toute la côte basque, les dégâts sont importants.

A La Rochelle, une légère secousse de tremblement de terre a été ressentie.

Au village de Vaugouin, plusieurs familles ont dû fuir devant la mer en furie qui, en se retirant, a emporté le mobilier, le linge et les vêtements de nombreuses personnes qui sont sans abri.

Une barque disparue avec six hommes

Les Sables-d'Olonne, 9 janvier. — Le dundée « l'Elite », des Sables, s'est perdu, ce matin, en voulant rentrer au port. On n'a aucune nouvelle de l'équipage, composé de six hommes, presque tous pères de famille. On n'a retrouvé, jusqu'à maintenant, que des débris du bateau.

De Quinper, on signale des dégâts assez importants.

A Guénolée, la flottille de pêche a été détruite, et plusieurs maisons endommagées.

A Camaret-sur-Mer, la digue a été rasée.

Au Conquet, les dommages ont été importants.

A Pommarch, les quais ont été défoncés sur une vingtaine de mètres. L'eau a envahi de nombreuses habitations. Un grand nombre de bateaux ont été coulés ou sont partis à la dérive.

Le froid et la neige à Boulogne-sur-Mer

La neige est tombée en quantité notable sur toute la région côtière de Boulogne. Le froid est très vif.

Malgré la pluie la décrue de la Seine continue

Paris, 9 janvier. — Malgré la pluie tombée durant la nuit, la Seine a poursuivi sa décrue. On côtait ce matin, à huit heures, 6 m. 27 au pont d'Austerlitz, et 6 m. 10 au pont de la Tournelle.

Dans les quartiers touchés par la crue des eaux, les dégâts se localisent de plus en plus et les infiltrations se font plus rares.

En banlieue, plusieurs usines ont pu reprendre le travail, mais aucun habitant évacué n'a encore regagné son domicile.

(Voir, page 2, nos dépêches de la DERNIÈRE HEURE.)

Les déportés belges contre leurs bourreaux

LES REPRÉSENTANTS DES DÉPORTÉS BELGES AU PROCÈS

L'AVOCAT ALLEMAND PLAIDE L'INCOMPÉTENCE DU TRIBUNAL

Paris, 9 janvier. — La troisième audience intentée par des déportés belges au gouvernement allemand se poursuit aujourd'hui devant le tribunal arbitral germano-belge. L'audience est ouverte à 9 h. précises. La parole est immédiatement donnée à M. Hillch, du barreau de Berlin, pour le défendeur.

Tout enfant, M. Hillch a habité Paris jusqu'à l'âge de 14 ans. Il a poursuivi ses études dans un lycée de la capitale.

M. Hillch commence sa plaidoirie au milieu de l'attention générale. Il s'explique en français avec une facilité étonnante. La tâche qui lui incombe est écrasante. Il s'applique avec méthode, répondant aux arguments de l'avocat demandeur.

Me Hillch cite plusieurs arrêts rendus précédemment par le tribunal germano-belge. Les demandeurs ajoutent que s'ils ont travaillé, c'est qu'on les a obligés par des contraintes les plus cruelles. « Mais cette contrainte, nous la citons comme des faits, nous ne la retenons pas juridiquement. »

Arrivé au cas Miller, de longs murmures se font entendre dans le prétoire, lorsque l'avocat allemand assure que la seule contrainte qui fut exercée sur le malheureux déporté, fut celle de la misère.

« Que disent les requérants, poursuit M. Hillch, sur le travail, travail auquel on a essayé de les astreindre? Ce travail vous en avez obtenu réparation. Voyez la partie 8 du traité. C'est là tout le fond de la plaidoirie.

D'après le demandeur, continue Me Hillch, l'erreur fondamentale de la thèse des requérants, c'est qu'ils cherchent autre part quelle est la ligne de démarcation entre les rapports d'Etat à Etat et les rapports d'Etat à particulier.

M. Hillch termine sa plaidoirie sur la lecture des conclusions qu'il déposera cette après-midi d'après lesquelles le tribunal doit se déclarer incompétent et débouter les requérants de leur requête.

Cet après-midi à 15 h. 30 on entendra M. Paul Hymans qui répondra à Me Hillch.

LES PROPOSITIONS ALLEMANDES

Les ministres du Reich délibèrent

Berlin, 9 janvier. — Le Cabinet d'Empire a tenu hier un Conseil important. Les séances se continueront chaque jour de la présente semaine. Les questions à l'étude et leur état actuel peuvent être ainsi définis:

M. VON HOESCH

1° **Question des réparations en général.** — On attend l'arrivée du baron von Hoesch et la remise de la réponse franco-belge au mémorandum allemand du 24 décembre. On prévoit une réponse négative sur la plupart des points, mais qui laissera cependant la possibilité de continuer la discussion.

Il est possible que le baron von Hoesch rentre à Paris comme ambassadeur avec la mission de mener les pourparlers nécessaires;

2° **Plan Rechberg.** — Le Cabinet d'Empire, qui n'a pas encore connaissance du rapport que doit lui faire l'industriel bavarois, fait dire catégoriquement qu'il n'accepte aucune responsabilité dans les entretiens que M. Rechberg, homme privé, a pu avoir à Paris.

Le plan Rechberg est, d'ailleurs, combattu, uniquement même, par les milieux relativement bien disposés à l'égard de la France.

Le « Berliner Tagblatt » insiste sur les dangers que ferait courir à l'Allemagne l'immixtion de la France dans l'industrie allemande; cette immixtion permettrait, en effet, un contrôle économique et militaire de tous les instants. On fait remarquer, en général, que la participation peut s'appliquer à tel ou tel trust déterminé, mais qu'elle ne saurait fournir de solution totale et définitive du problème des réparations.

3° **Contrôle militaire interallié.** — Le Gouvernement allemand s'attend à être saisi d'une demande de contrôle par des officiers interalliés en civil. Il maintient cependant ses réserves précédemment exprimées dans le discours du docteur Stresemann.

4° **Banque de billets-or rhénan-westphalienne.** — Des experts financiers rhénans, parmi lesquels, dit-on, Louis Hagen, sont à Berlin et vont examiner à nouveau la question avec le Cabinet d'Empire.

5° **Banque de billets-or du Reich.** — Le docteur Schacht se prétend très satisfait de ses pourparlers avec des banques anglaises et hollandaises. Il doit, dès cette semaine, soumettre au Gouvernement un rapport sur ses projets.

La réponse française

Paris, 9 janvier. — Il est vraisemblable qu'aujourd'hui la dernière main sera mise par M. Poincaré à la réponse au Reich, réponse dont les éléments ont été fournis par les autorités d'occupation.

Sur certains points, les autorités ont estimé qu'on pouvait donner quelque satisfaction aux demandes allemandes et alléger certains règlements concernant la circulation des personnes et des marchandises.

Sur d'autres, au contraire, notre point de vue doit être strictement maintenu. Par exemple, nous ne pourrons laisser au Reich le soin de choisir ceux de ses fonctionnaires qui doivent demeurer en place dans les territoires occupés.

Dans la réponse française comme dans la réponse belge, on s'est bien gardé de fermer la porte à des négociations futures.

Une réunion socialiste troublée par les communistes, à Marseille

Marseille, 9 janvier. — Au cours d'une réunion organisée par les socialistes unifiés dans un bar de la rue Hoche, une violente bagarre s'est produite entre socialistes unifiés et communistes.

MM. Canavelli et Bouisson, députés; Duvergier, président de la commission départementale; Bou, secrétaire général de la Fédération marseillaise de la S.F. I. O., occupaient la tribune, lorsque des communistes, à la tête desquels se trouvait M. Sabiani, conseiller municipal, envahirent la salle et voulurent interrompre la réunion. Des coups de revolver crépitèrent, des chaises et des bouteilles voltigèrent dans la salle, des coups de poing furent échangés.

La police appelée, rétablit l'ordre. On compte plusieurs blessés dans les deux camps. Le bar a été entièrement saccagé.

LA PERTE DU « DIXMUDE »

UNE MISE AU POINT

Paris, 9 janvier. — Une version, publiée mercredi matin, concernant la perte du « Dixmude », déclarait que des bruits circulant dans les milieux compétents, attribuaient la catastrophe à la rupture de la charpente métallique du dirigeable. Cette information ajoutait que, d'ailleurs, un rapport avait été précédemment déposé pour faire ressortir le défaut de résistance d'un certain point de cette charpente.

Renseignements pris dans les milieux autorisés, il nous a été déclaré, déclare l'Agence Havas, qu'on n'avait connaissance d'aucun rapport de ce genre et qu'au retour de la précédente croisière du « Dixmude », l'inspection minutieuse de la carcasse par les mécaniciens, n'avait rien révélé d'anormal. Il est d'ailleurs prématuré, nous a-t-on dit, de vouloir déterminer des causes de la catastrophe tant que la commission d'enquête n'aura pas déposé ses conclusions.

LES RÉSULTATS DES RECHERCHES

Tunis, 9 janvier. — Les recherches entreprises pour retrouver le « Dixmude » ont permis de ramener divers débris provenant de l'appareillage du dirigeable, et des vêtements de l'équipage, mais on n'a trouvé aucun débris humain calciné, ni même de lambeaux d'uniforme.

Les principaux de ces débris sont des portions de fils électriques de haubans, une sablotte paraissant être une soupape de dirigeable, des caleçons, une capote cirée, etc.

LES CONDOLÉANCES DU MINISTRE DE LA MARINE

Lorient, 9 janvier. — Le ministre de la Marine adresse à l'amiral Lequerre, préfet maritime de Lorient, une dépêche le priant de se rendre chez Mme Hennique, mère du commandant de la station de Cuers-Pierrefeu pour lui transmettre l'expression de ses condoléances et sa respectueuse sympathie en raison de la perte cruelle qui vient de la frapper et dont la marine porte le deuil, ainsi que chez Mme Charpentier, veuve d'un matelot artilleur, disparu à bord du « Dixmude », pour lui présenter ses condoléances émues.

LETTRE D'ITALIE

Les Protestants anglais et l'Union des Eglises

Ce qu'on dit à Rome de la lettre de l'archevêque de Cantorbéry et des conférences de Malines

(Correspondance particulière du « JOURNAL DE ROUBAIX »)

Rome, 5 janvier 1924.

La récente lettre de l'archevêque de Cantorbéry au sujet de l'union des Eglises, a naturellement suscité à Rome un vif intérêt.

On sait que dans cette lettre, publiée à Londres, à l'occasion de la Noël, le docteur Randall Davidson, primat de l'Eglise établie d'Angleterre, c'est-à-dire de l'Eglise anglicane officielle, rend compte des tentatives de rapprochement qui ont eu lieu ces dernières années pour répondre à l'appel de la Conférence de Lambeth. Cette Conférence avait groupé en juillet 1920, au Palais de Lambeth, à Londres, ancienne résidence des archevêques catholiques romains de Cantorbéry et résidence actuelle de l'archevêque anglican, 252 archevêques, métropolitains et évêques de l'Eglise établie. Ces prélats protestants avaient été saisis d'une initiative de l'Eglise protestante épiscopalienne d'Amérique, qui rêvait de réunir en 1925, une Conférence mondiale pour l'union des Eglises. Ce projet avait reçu du Saint-Siège un accueil où se marquaient à la fois une réserve inspirée par la rigueur des principes à sauvegarder, et un désir d'encourager des bonnes volontés évidentes.

De son côté, la Conférence de Lambeth marqua sa sympathie pour l'initiative américaine en lançant un « appel à tous les chrétiens » et en exprimant le vœu de les voir travailler activement à mettre fin à leur désunion.

Une déclaration du Cardinal Gasparri

La lettre de l'archevêque de Cantorbéry expose ce qui a été fait pour répondre à ce vœu et elle signale notamment les conversations qui ont eu lieu à trois reprises à l'archevêché de Malines sous la présidence du Cardinal Mercier entre des théologiens catholiques et des notabilités protestantes. Le ton affectueux du passage où le primat protestant signale ces efforts à la sympathie des anglicans ne pouvait naturellement que faire à Rome la meilleure impression.

« *Nous ne pouvons*, m'a dit S. E. le Cardinal Gasparri, *que suivre avec sympathie tous les efforts destinés à faciliter un rapprochement. Il est bon de se voir, il peut être utile de causer de temps en temps, sinon à rester toujours éloignés les uns des autres, on finit par vivre comme si l'on était ennemis.* »

C'est dans ces limites qu'il faut placer, pour les bien comprendre et pour en mesurer la portée exacte, les réunions de Malines. A ce propos, il n'est pas inutile d'insister sur le fait affirmé d'ailleurs avec une netteté parfaite et à plusieurs reprises par l'archevêque de Cantorbéry, que les conversations de Malines n'ont aucun caractère officiel, qu'il ne s'agit à aucun titre de négociations, et que les personnages qui y ont pris part n'ont ni du côté catholique, ni du côté protestant, prétendu à un rôle de délégués ou de mandataires que personne ne leur a donné. Le primat anglican a dit lui-même de quelle façon il s'y était intéressé. Rome, de même, s'est bornée, sous Benoît XV d'abord, sous Pie XI ensuite, à permettre une prise de contact où le Saint-Siège lui-même ne se trouve pas engagé.

Une histoire pleine d'enseignements

Réduites à ces proportions, les conversations de Malines gardent naturellement un intérêt qui justifie les commentaires abondants de la presse anglaise. On risquerait cependant de se tromper en attendant à bref délai de ces conférences théologiques, des résultats illimités.

Un prélat romain qui s'intéresse particulièrement à la question de l'union des Eglises et est sincèrement ému de l'effort de rapprochement de tant de protestants loyaux, me rappelait, hier, certaines tentatives analogues dont l'échec est relativement récent et dont l'histoire est, pour le présent, pleine d'enseignements.

A la veille du Concile du Vatican, le mouvement ritualiste amena une correspondance intéressante entre l'évêque anglican Forbes et le P. De Buck, bollandiste belge. Mgr Dupanloup, le célèbre évêque d'Orléans, y fut un instant mêlé, mais quelques mois suffirent à mettre fin aux espoirs qu'on avait pu concevoir.

Ceux-ci paraîtront beaucoup plus près de se réaliser un quart de siècle plus tard sous le pontificat de Léon XIII. Il y eut à ce moment-là de longues tractations auxquelles furent mêlés deux des personnages qui participent actuellement aux réunions de Malines, le protestant anglais lord Halifax et un lazariste français, l'abbé Portal.

Qui est lord Halifax

Lord Halifax, dont le père fut jadis chancelier de l'Echiquier, est aujourd'hui un vieillard de quatre-vingt-quatre ans. Tout jeune, il s'intéressa à l'union des Eglises, et en 1867 il fut nommé président de l' « English Union Church », fondée pour réaliser l'unité dans l'Eglise d'Angleterre. Non content de poursuivre ce but, lord Halifax voulut travailler en outre à un rapprochement avec l'Eglise romaine. Il s'efforça d'abord d'y gagner ses coreligionnaires, puis, en 1889, il y intéressa l'abbé Portal, au cours d'une saison d'hiver passée avec celui-ci à l'île Madère.

Rome mis au courant de ces efforts, les encouragea à travers des vicissitudes qu'il serait trop long de rappeler ici. Disons seulement qu'un instant, en 1894, Léon XIII songea à convoquer à Bruxelles une conférence entre des représentants du Saint-Siège et des délégués de l'Eglise anglicane. Mais il ne fut pas donné suite à ce projet que lord Halifax devait rappeler plus tard au Cardinal Mercier.

Au printemps de 1895, lord Halifax vint à Rome, où il reçut le meilleur accueil du Cardinal Rampolla et d'autres notabilités ecclésiastiques, et où Léon XIII lui-même l'écouta paternellement dans une longue audience.

Une des questions les plus discutées, était la validité des ordres anglicans. Les évêques et les prêtres anglicans restaient-ils unis par une suite d'ordinations et de consécrations régulières aux sources du sacerdoce romain, ou bien y avait-il eu à la suite du schisme, une interruption qui rendait les ordinations invalides? Pratiquement, un prêtre anglican devait-il être ordonné de nouveau pour être considéré comme prêtre par l'Eglise romaine? C'est ce que le Saint-Siège a toujours exigé comme l'exigea encore de son côté, en 1905, le patriarche Tykon alors évêque orthodoxe dans l'Amérique du Nord, quand il accueillit dans son clergé un ministre anglican. Léon XIII consentit cependant à remettre ce jugement en question, et il chargea une Commission d'historiens et de théologiens d'étudier spécialement la validité des ordinations anglicanes.

Cette Commission, qui avait pour président le Cardinal Mazjella, et où figurait Mgr Duchesne, comptait parmi ses neuf membres plusieurs personnages qui jouent maintenant un rôle éminent dans le gouvernement de l'Eglise : Mgr Gasparri, qui est devenu cardinal et est actuellement Secrétaire d'Etat; Mgr Merry del Val, qui de fut avait lui, sous Pie X, et un Bénédictin anglais, qui est maintenant le cardinal Gasquet. L'abbé Portal se fixa à Rome pendant près de deux mois et vit mettre à sa disposition les documents les plus secrets du Vatican et du Saint Office. Le 15 septembre 1896, une encyclique de Léon XIII fit connaître que, toutes choses consciencieusement examinées, il n'était pas possible de reconnaître la validité des ordinations anglicanes. Cette déclaration marqua la fin du rapprochement qui s'était esquissé alors avec tant d'apparences favorables, qu'un instant on avait pu croire que l'on touchait au succès.

Chez le Cardinal Mercier

Après avoir cédé à un sentiment de dépit et de colère, lord Halifax se reprit cependant à espérer encore. On a vu comment il avait saisi l'occasion offerte par la Conférence de Lambeth pour tenter un nouvel effort.

C'est en octobre 1921 qu'il vint à l'archevêché de Malines, muni d'une lettre de l'archevêque de Cantorbéry. A la première réunion qui eut lieu ensuite, le Cardinal Mercier était assisté de son vicaire général, Mgr Van Roey; l'abbé Portal était là également, venu avec lord Halifax. Outre celui-ci, il y avait du côté protestant, le docteur Armitage Robinson, doyen de Wells, et le docteur Walter Frère. Les mêmes personnes devaient se retrouver à Malines à une deuxième réunion, qui eut lieu en mars 1923. A la troisième, qui se tint il y a quelques semaines, on vit encore du côté catholique, deux savants historiens, Mgr Batiffol et un autre ecclésiastique de Paris, l'abbé Henmer, spécialiste des questions anglaises. De plus, l'archevêque protestant de Cantorbéry avait prié de s'y rendre le docteur Charles Gore et le docteur Kidd.

Le choix de ces personnages est intéressant. Le docteur Kidd est un théologien du Collège Keble, d'Oxford, connu par ses études sur la question romaine. Le docteur Gore est un ancien évêque d'Oxford, qui a donné sa démission pour des raisons d'ordre théologique. A certains égards, ses tendances se rapprochent beaucoup de la doctrine romaine. Il a protesté solennellement, en 1898, contre la consécration comme évêque d'Hereford, d'un théologien enclin au rationalisme, et il a déclaré plus d'une fois intolérable l'état de division de la chrétienté. « Le titre saisissant du livre de Newman Smyth : « Passing protestantism and coming catholicism » (Le protestantisme qui s'en va et le catholicisme qui vient), et tout ce que dit le livre lui-même, écrivait le docteur Gore, représente en Amérique et je pense en Angleterre, une réalité. »

Ce qu'on vient de lire permet de se rendre compte de l'atmosphère où se déroulent les conférences de Malines. Quand on reprend l'histoire détaillée de la tentative de 1895, on a l'impression que la grande déception à laquelle elle aboutit, tut due surtout à un fait : dans la meilleure intention du monde, les protagonistes du rapprochement s'entretinrent mutuellement dans de graves illusions quant à l'attitude respective des deux parties sur le terrain doctrinal. Cette expérience gardera sans doute lord Halifax et l'abbé Portal de nouvelles erreurs, si généreuses soient-elles. La valeur et la probité des théologiens qu'ils ont intéressés à l'entreprise qui leur est chère garantissent à leur travail une loyauté et une solidité parfaite. Il faut donc en attendre les résultats sans hâte excessive. « Les discussions, écrit l'archevêque de Cantorbéry, en sont encore à un stade tout à fait élémentaire, et pour autant que je peux en juger, on ne peut encore former aucune prévision quant à leur issue. »

Il sera prudent d'imiter partout cette sage réserve, car la lettre du primat anglican, quelque bonne volonté qu'elle révèle, contient en matière doctrinale, des affirmations qui font prévoir de grosses, de très grosses difficultés.

SAN CARLO.

DANS LES PAYS OCCUPÉS

LE CONFLIT ENTRE LES MÉTALLURGISTES ET LES INDUSTRIELS

Trente mille chômeurs

Dusseldorf, 9 janvier. — Le conflit entre ouvriers métallurgistes et industriels au sujet de l'abolition de la journée de 8 h. continue. Les industriels maintiennent leur point de vue et exigent l'acceptation de la journée de dix heures. Les usines ont fermé leurs portes et 30.000 ouvriers se trouvent sans emploi.

BERLIN REPOUSSE LE PROJET DE CRÉATION D'UNE BANQUE EN RHÉNANIE

Berlin, 9 janvier. — Alors qu'il était à prévoir, le Cabinet d'Empire a repoussé le projet de création d'une banque autonome d'émission en Rhénanie.

On explique ce refus en disant que la France [illegible] d'une banque rhénane d'émission est [illegible] patible avec les droits de souveraineté du Reich [illegible].